



# La lettre

DU FORUM DES INSPECTIONS  
GÉNÉRALES D'ÉTAT ET INSTITUTIONS  
SUPÉRIEURES D'AUDIT ASSIMILIÉS

Nov. 2011  
ÉDITION  
N°3

## ÉDITORIAL

### Entre changement et continuité

J'ai le plaisir de vous présenter ce troisième numéro de la Lettre du FIGE. Le Forum des Inspections Générales d'Etat se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins car bien des chemins ont été parcourus en six années d'existence. Ce numéro se place donc naturellement sous le signe de la continuité mais également du changement.

Continuité, car le FIGE a poursuivi sur sa lancée et sa recherche de nouveaux membres adhérents. La période couverte par ce numéro a été jalonnée de rencontres, de conférences et d'un travail de longue haleine qui a permis l'arrivée de nouvelles adhésions et la promesse d'adhésion de futurs membres. Le FIGE compte aujourd'hui dix huit membres dont l'Inspection Générale d'Etat de l'Angola, la Commission nationale de Lutte contre la Corruption, l'Observatoire Anti Corruption, le Commissariat général aux Comptes du Congo Brazzaville, le Contrôle Supérieur de l'Etat du Cameroun et enfin la Commission nationale de lutte contre la Corruption et la Concussion du Sénégal.

Changements, car le FIGE, comme toutes les organisations internationales ou régionales réunissant un nombre grandissant de membres, est appelé à entamer une réflexion profonde sur les réformes structurelles et institutionnelles.

En effet, dans un environnement en pleine évolution où les organisations du même type sont foisons, notamment en Afrique, il est vital pour le FIGE d'assurer une grande visibilité pour assurer le rayonnement de cette institution.

Les principes de la Bonne Gouvernance exigent que la structure et le fonctionnement interne d'une organisation soient sans faille bien entendu, mais également qu'elle puisse également prendre du recul et se remettre en question en vue d'une efficacité et une visibilité encore meilleure.

C'est pour cela, qu'il est impératif que le FIGE trouve les moyens de continuer à maintenir sa vision, son leadership et sa réactivité tout en se dotant d'une organisation interne bien structurée et cohérente. La quête d'excellence et de professionnalisme sont des valeurs que nous avons intégrées dans nos institutions respectives et que nous nous attachons à appliquer au FIGE pour justement entretenir l'idée d'une institution forte.

Cette année verra la tenue de la quatrième Assemblée Générale du FIGE et deuxième colloque international. Ce sera pour nous tous l'occasion de nous rencontrer et d'échanger à nouveau sur des thèmes qui nous sont chers. ■



**ANGOLA**

**4<sup>ème</sup> Assemblée Générale du FIGE  
et le 2<sup>ème</sup> Colloque Internationale**

AVEC UN THÈME S'ARTICULANT AUTOUR DE LA RÉFLEXION  
SUR LES VALEURS FONDAMENTALES EN MATIÈRE D'AUDIT,  
LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DES SUITES JURIDIQUES

23-28 AVRIL 2012 - LUANDA

SOMMAIRE

- 2** Le 1er Colloque International du FIGE sous le haut patronage du Président sénégalais, Me Wade
- 3** La 3<sup>ème</sup> Assemblée générale du FIGE  
Participation au 3<sup>ème</sup> volet de la Conférence sur la protection et l'optimisation des fonds publics à Kampala (Ouganda)
- 4** 3<sup>ème</sup> Réunion du Groupe Pilote
- 5** La Lutte contre la Corruption s'intensifie : le FIGE, un partenaire privilégié
- 6** Visite de travail auprès du Kenya National Audit Office
- 7** Autorité supérieure de contrôle d'Etat : A la justice de jouer sa partition
- 8** Remise du Rapport général de l'IGE 2007 – 2009 : Le Président reçoit les membres de l'IGE



## LE 1<sup>ER</sup> COLLOQUE INTERNATIONAL DU FIGE SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PRÉSIDENT SÉNÉGALAIS, MAITRE WADE

**« Les normes professionnelles des institutions supérieures de contrôle administratif »** c'est le thème choisi pour le 1<sup>er</sup> colloque international du Forum des inspections générales d'Etat d'Afrique et des institutions supérieures d'audit assimilées (Fige) qui s'est déroulé du 13 au 17 octobre 2008, sous la présidence du Chef de l'Etat sénégalais, Me Abdoulaye Wade, accompagné de son Premier Ministre, M. Hadji-bou Soumaré.

Le premier colloque international du FIGE a réuni, en outre, les experts en audit, en inspection et vérification venus d'Afrique, d'Europe et des Etats-Unis, notamment des représentants des Inspections générales d'Etat et institutions assimilées d'une vingtaine de pays africains et des représentants de plusieurs autres institutions telles que le bureau du Vérificateur général du Canada, l'Office européen de Lutte Anti Fraude (OLAF), l'Inspection générale des Finances de la France, les Inspecteurs généraux des USA, des représentants de la Banque africaine de Développement (BAD), de la Banque Mondiale, etc ..

Le Président sénégalais, Me Abdoulaye Wade, a notamment précisé que l'excellent travail accompli, à travers leurs rapports, par ces hommes intègres, discrets et compétents permet de lui donner une image assez juste de la performance de son administration.



Il a également ajouté que c'est à travers l'Inspection générale d'Etat qu'il exerce son pouvoir de contrôle de Chef de l'Etat.

Etait également présent à la cérémonie d'ouverture, le Premier Ministre Djiboutien, M. Dileita Mohamed Dileita pour marquer l'importance que la République de Djibouti accorde à la promotion de la bonne gouvernance depuis l'accession à la magistrature suprême de Son Excellence Monsieur Ismaël Omar Guelleh.

*«..Les corps de contrôle forment ces institutions sans laquelle un Etat ne peut valablement s'enorgueillir d'être une démocratie. C'est à cette catégorie qu'appartiennent les*

*inspections d'Etat et les institutions assimilées... »* a fait remarquer le Premier Ministre.SEM, Dileita Mohamed Dileita a par ailleurs loué les résultats atteints par l'Inspection générale d'Etat, Institution Supérieure de Contrôle de l'Ordre Administratif placé sous son autorité, depuis le démarrage de ses activités en 2004 et a particulièrement exprimé la fierté de Djibouti à l'occasion de la 3ème Assemblée générale et du 1er Colloque international du FIGE, qui bénéficie aujourd'hui d'une renommée internationale.

Il a réaffirmé la volonté de Djibouti de continuer à soutenir cette institution dont le Secrétariat Exécutif est installé à Djibouti, au sein de l'Inspection générale d'Etat. ■

## LA 3<sup>ÈME</sup> ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU FIGE

Les travaux de la 3<sup>ème</sup> assemblée générale du FIGE se sont tenus simultanément avec le colloque international.

Ont assisté à cette 3<sup>ème</sup> assemblée générale, les représentants des Inspections générales et institutions similaires membres du Comité Directeur du FIGE ainsi que les membres des institutions supérieures de contrôle du Gabon, du Bénin, du Mali, du Burundi, du Niger et Madagascar.

La 3<sup>ème</sup> Assemblée générale du FIGE a adopté les résolutions portant sur la validation des Etats financiers 2006- 2007 ainsi que du Budget 2009, du montant de la cotisation du FIGE, de la nomination du Commissaire au Compte du FIGE.

Des vifs remerciements ont été adressés au Président de la République de la République du Sénégal, Me Abdoulaye Wade, ainsi



qu'au Chef du Gouvernement Sénégalais, M. Hadjibou Soumaré, pour l'organisation de cet important événement. Remerciements au Premier Ministre, SEM Dileita Mohamed

Dileita, pour avoir honoré de sa présence la cérémonie officielle d'ouverture de la 3<sup>ème</sup> Assemblée générale et du 1<sup>er</sup> Colloque international du FIGE. ■

## PARTICIPATION AU 3<sup>ÈME</sup> VOLET DE LA CONFÉRENCE SUR LA PROTECTION ET L'OPTIMISATION DES FONDS PUBLICS À KAMPALA (UGANDA)

Les membres du Secrétariat Exécutif du FIGE se sont rendu à Kampala (Ouganda) pour prendre part à la conférence sur « la protection et l'optimisation des fonds publics – la coopération entre les institutions nationales et internationales » organisée par les services de la Commission Européenne, l'Office de Lutte Anti Fraude (OLAF) et l'Office de Coopération Europ Aid (AIDCO) en collaboration avec l'In-

spection générale du Gouvernement de l'Ouganda qui s'est tenue du 08 au 14 mars 2009. Cette conférence qui a réuni les représentants de 19 pays africains et de plusieurs organisations internationales a pour objectif d'améliorer la coopération entre les services nationaux et internationaux chargés du contrôle des fonds publics afin d'assurer une meilleure protection des fonds d'aide attribués par l'UE. Au cours de cette conférence,

les institutions spécialisées en matière de lutte contre les fraudes et la corruption ont présentées leurs modes d'intervention en matière de protection des fonds nationaux et internationaux.

Cette troisième conférence régionale en Afrique fait suite à celles qui se sont précédemment tenues à Rabat en 2007 et au Cap en 2008. A l'issue de la conférence, les résolutions suivantes ont été adoptées. ■



## 3<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU GROUPE PILOTE

Les membres du Secrétariat Exécutif du FIGE, Mr Abdou Karim Gueye et Mr Hassan Issa Sultan ont pris part à la réunion du Groupe Pilote qui se tenue à Rabat, du 23 au 30 décembre 2008. Le Groupe Pilote regroupe les institutions membres du FIGE signataires de l'accord de coopération de septembre 2007, à savoir les Inspections générale d'Etat du Sénégal, du Congo Brazzaville et de Djibouti, l'Inspection générale des Finances du Maroc et les services de l'Union européenne, l'OLAF et Europol. Ce groupe de travail est instauré afin de consolider la mise en œuvre de la coopération entre l'UE et les partenaires africains (FIGE, IGF Maroc) en matière de lutte anti fraude. A l'ordre du jour de cette troisième réunion, l'état des lieux des activités des membres du Groupe Pilote, le développement des activités communes, l'état d'avancement des arrangements administratifs. ■



## RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR

La 2<sup>ème</sup> réunion du Comité Directeur s'est tenue du 3 au 4 mai 2011, à Dakar, à laquelle ont pris part quatre des cinq pays membres dudit comité ainsi que le Secrétariat exécutif.

**Les différent points suivants ont été retenus notamment :**

- la tenue de la 4<sup>ème</sup> AG et le 2<sup>ème</sup> Colloque international du FIGE en Angola ;

- la création de différents comités, notamment scientifique, juridique et financier ;
- le renforcement de la coopération avec l'UE et les nouveaux partenaires (Corruption Hunters Alliance, John Jay CCJ, etc...) ;
- l'optimisation de la gestion interne du FIGE.
- Etc.

Des vifs remerciements ont été adressés au Dr Joaquim Mande, Chef de l'Inspection générale d'Etat de l'Angola, institution organisatrice de la prochaine AG du FIGE ainsi qu'à la Présidente du Comité Directeur du forum et à ses collaborateurs pour avoir chaleureusement accueillis les membres du ComDir du FIGE. ■

## FIGE/PARTENARIAT

### LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION S'INTENSIFIE : LE FIGE, UN PARTENAIRE PRIVILÉGIÉ



La conférence internationale sur le renforcement de la lutte contre la corruption dans les pays de la région du moyen orient et de l'Afrique du Nord, s'est tenue du 13 au 17 décembre 2009 à Charm el Cheik sous l'égide de la Banque Mondiale et du PNUD. Cette conférence placée sous la présidence du Ministre Egyptien du développement administratif et de la Vice-présidence pour l'Intégrité de la Banque Mondiale a vu la participation la Vice Présidente de la Banque Mondiale pour la Région MENA, une délégation de l'OCDE et des représentants des pays MENA. L'objectif principal de cette conférence était l'examen de l'Etat d'avancement de la lutte contre la corruption dans le pays de la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) et l'examen des voies et moyens pour renforcer la coopéra-

tion internationale dans ce domaine. Au cours de cette conférence les différents pays de la région MENA ont présenté l'état de leur législation en matière de lutte contre la corruption conformément à la demande du Vice-Président pour l'intégrité de la Banque Mondiale Léonard Mac Carthy qui demandait au Pays de présenter les points suivants :

1. Existence d'une loi contre la corruption ;
2. Les capacités d'investigation des institutions en charge de la lutte contre la corruption ;
3. Les moyens disponibles pour avoir des informations de l'étranger en cours des investigations etc.

Dans sa communication, l'Inspecteur général a présenté les avancées atteintes par le FIGE en matière de coopération entre les autorités de

contrôle des pays d'Afrique et les institutions internationales.

Cette conférence revêt un caractère stratégique pour le FIGE car elle offre des opportunités de partenariat avec la Banque Mondiale et le PNUD à l'exemple des avancées obtenues, en matière de partenariat avec les services de la Commission européenne suite à la participation du FIGE à la conférence de Rabat en 2006.

Elle offre, également, au FIGE un moyen de vulgarisation auprès des institutions d'Afrique du Nord (Tunisie, Algérie, Egypte, etc...).

A l'issue de cette conférence, des résolutions importantes ont été adoptées pour que la banque mondiale associe à la surveillance de ses projets dans le monde arabe aux institutions de contrôle de ces pays. ■

## FIGE / BANQUE MONDIALE

Toujours dans le cadre des objectifs fixés dans son plan de développement stratégique en matière de partenariat et de coopération avec d'autres institutions ou instances internationales, les membres du Secrétariat Exécutif, M. Abdou Karim Gueye et M. Hassan Issa Sultan se sont rendu à Washington du 02 au 11 décembre 2010 afin de prendre part à la conférence sur le partenariat dans la lutte contre la corruption internationale organisée par la Banque Mondiale. ■

## FIGE / IACA

Le Secrétaire Exécutif adjoint s'est rendu à Vienne, siège de l'Académie internationale de lutte contre la Corruption (IACA) où il a rencontré entre autre, M. Martin Kreutner, Président de l'équipe de transition internationale pour une mission de présentation du FIGE. La collaboration avec l'IACA permettrait aux membres du FIGE de bénéficier des programmes délivrés par cette académie. ■



## EXPANSION DU FIGE

### VISITE DE TRAVAIL AUPRÈS DU KENYA NATIONAL AUDIT OFFICE



(Au centre) Mr. Anthony S.M. Gatumbu et Mr Hassan Issa Sultan

● **2009** En marge des travaux de la session annuelle de l'assemblée des gouverneurs de l'ACBF, l'Inspecteur général d'Etat, Secrétaire Exécutif du FIGE a rencontré les membres de l'Inspection générale d'Etat de la Côte d'Ivoire, durant son séjour à Abidjan en septembre 2009.

● **2009** Dans la même optique, le Secrétaire Exécutif Adjoint du FIGE se rendu, du 18 au 26 décembre 2009 à Nairobi, où il a eu pendant

deux jours des entretiens avec le contrôleur et Auditeur général du Kenya et ses principaux collaborateurs du Kenya National Audit Office. L'objectif de ces visites était l'examen des voies et moyens de coopération entre le FIGE et les institutions de contrôle visitées et d'exploiter toutes les opportunités qu'offre une connaissance mutuelle.

● **2011** Le Secrétariat Exécutif du FIGE a participé au séminaire inter-

national organisé par l'Inspection générale d'Etat de la Côte d'Ivoire à Abidjan en novembre 2011 qui a voulu associer le FIGE à la réflexion menée par les nouvelles autorités ivoiriennes dans la redéfinition du rôle et des prérogatives de l'IGE et des Inspections internes des ministères. Par ailleurs, les recommandations adoptées lors de ce séminaire, figure l'adhésion de l'IGE de la Côte d'Ivoire au FIGE. ■

## LE FIGE S'AGRANDIT

Cinq Le FIGE s'agrandit avec six nouveaux membres, dont trois institutions du Congo Brazzaville, la Commission nationale de Lutte contre la Corruption, l'Observatoire Anti Corruption, le Commissariat général aux Comptes et l'Inspection générale d'Etat de l'Angola, qui ont confirmés leurs adhésions à l'issue de la 3<sup>ème</sup> Assemblée générale, en 2008.

Le Contrôle Supérieur de l'Etat du Cameroun (2009) et la Commission nationale de lutte contre la Corruption et la Concussion du Sénégal (2011), ont également rejoins le réseau, portant ainsi les membres du FIGE à 18. ■

## NOMINATION

## INSPECTION GÉNÉRALE D'ETAT DE LA MAURITANIE

Succédant à Monsieur Thiam DIOMBAR, Madame Aicha Vall VERGES a été nommée au poste d'Inspectrice générale d'Etat de la Mauritanie et occupe également la fonction de Vice présidente du Comité Directeur du FIGE. ■

## AUTORITÉ SUPÉRIEURE DE CONTRÔLE D'ETAT

## A LA JUSTICE DE JOUER SA PARTITION

La voix est imposante et la mine un brin joviale, expression, sans doute, d'un sentiment de travail bien fait de la part d'une institution qui, en seulement quatre ans d'existence, commence à imprimer sa marque dans la moralisation de la vie publique : *«En 2010, l'intensification des contrôles a permis d'améliorer la gestion des finances publiques et des biens de l'Etat malgré la persistance de certaines insuffisances»*. Satisfecit du contrôleur général d'Etat, Henri Bruno Bessin, au terme de sa déclaration liminaire.

**Particularité de ce rapport général annuel d'activités 2010 de l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat (ASCE)**

**L'optimisme.**

Le rapport des Burkinabè avec la corruption. Remis vendredi 24 juin dernier au chef de l'Etat, Blaise Compaoré, ce troisième compte-rendu sur l'état de l'Administration publique révèle en effet un changement positif dans le rapport des Burkinabè à la corruption. *«La conjugaison des efforts de l'ensemble des acteurs dans la lutte pour la bonne gouvernance a permis d'améliorer le degré de prise de conscience des citoyens des méfaits de la corruption»*, constate le patron de l'ASCE, classements à l'appui.

105<sup>e</sup>/180 en 2007, le Burkina Faso s'est propulsé au 98<sup>e</sup> rang mondial des pays les moins corrompus en 2010.

A l'échelle sous-régionale, le constat des contrôleurs est encore plus reluisant : deuxième Etat de l'UEMOA le moins gangrené par le fléau de la corruption en 2007, il a obtenu, en 2010, la palme d'or de la bonne gouvernance économique. Autant dire que le Burkina n'a jamais aussi bien porté son nom de *«Pays des hommes intègres»*.

Autres signes de l'ancrage de la bonne gouvernance dans la gestion des deniers et des biens publics, *«la baisse du taux de rapports avec les malversations entre 2009 et 2010»*, et *«une nette régression de l'utilisation abusive des véhicules de l'Etat»*. Mais de ce tableau idyllique transparaît une image peu reluisante de la société burkinabè.

Du fait surtout de la survivance de certains comportements dans l'administration. Ainsi est-il du non-respect de la ponctualité dans les services : *«On constate que plus de deux tiers (2/3) des agents publics arrivent au service en retard ou sont absents sans justificatifs»*, se désole



Henri Bruno Bessin après avoir révélé *«une hausse du taux de dépenses non justifiées»*.

*«Structure faïtière de contrôle de l'ordre administratif»*, l'ASCE entretient des «relations de complémentarité» avec le pouvoir judiciaire, auquel elle a déjà transmis quatorze dossiers dont un seulement a fait jusque-là l'objet d'un procès. Le reste? *«En cours»*.

Alors, la justice ne jouerait-elle pas sa partition dans ces «relations de complémentarité»? *«La machine judiciaire a son rythme de travail. Nous pensons que d'ici là il y aura une accélération dans le traitement des dossiers»*, a répondu le contrôleur général d'Etat. ■



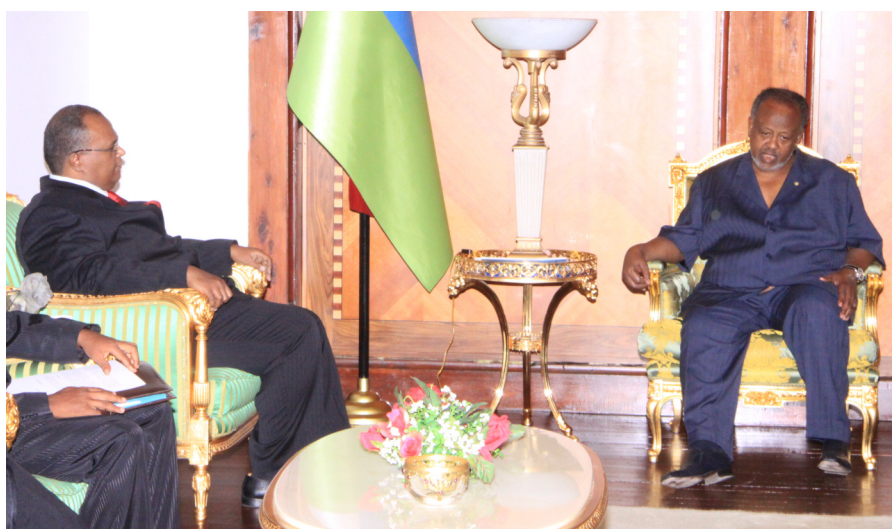
## REMISE DU RAPPORT GÉNÉRAL DE L'IGE 2007 – 2009

### LE PRÉSIDENT REÇOIT LES MEMBRES DE L'IGE

Le Chef de l'Etat, M. Ismail Omar Guelleh, a reçu hier au palais présidentiel les membres de l'Inspection Générale d'Etat dont M. Hassan Issa Sultan, Inspecteur général d'Etat, qui lui a remis le rapport général d'activité de l'IGE pour la période 2007 – 2009.

Dans un discours prononcé à cette occasion, M. Hassan Issa Sultan qui est à la tête de cette institution supérieure de contrôle, a indiqué que la remise officielle de ce rapport général 2009 qui résume les activités réalisées par l'institution au cours de la période 2007-2009 représentait pour lui comme pour tous les membres de l'Inspection générale d'Etat *"un honneur et un privilège"*. Il a en outre tenu à remercier le Président de la République pour la création de l'IGE qui fait partie des nombreuses institutions publiques mis en place, a-t-il dit, dont l'objectif vise à contribuer à l'effort entrepris par notre pays pour atteindre les objectifs primordiaux tels que la bonne gouvernance et l'amélioration de la qualité du fonctionnement du secteur public, notamment en ce qui concerne ses relations avec les usagers. Ce rapport général est publié au journal officiel pour être accessible à tous, et constitue selon l'Inspecteur général *"une preuve tangible des avancées notoires accomplies par notre pays en matière de transparence et renforcement de la bonne gouvernance"*.

Evoquant le contenu de ce document, l'Inspecteur général a rappelé que le présent rapport général rend compte sur les principaux constats et les recommandations formulées dans les rapports de contrôle. Ce qui demeure conforme à la principale



mission de cette institution supérieure de contrôle. *«L'année 2009 a été particulièrement significative car l'IGE s'est largement investie, en plus des autres activités de contrôle, dans une mission d'envergure, à savoir, l'inventaire du patrimoine physique de l'Etat. Il s'agissait de mener un inventaire exhaustif du patrimoine physique de l'Administration, et de fournir les supports et outils de gestion adaptés pour le suivi et la bonne conservation du patrimoine physique de l'Etat»* a souligné M. Hassan Issa.

Sur la plan international, l'Inspecteur général de l'Etat a précisé que l'institution continue de renforcer son rayonnement au niveau international, *"en apportant ainsi sa modeste contribution au rayonnement de notre pays, grâce à son rôle majeur dans la création et la croissance du*

*FIGE et les partenariats développés avec des grands bureaux d'audit et de contrôle à l'étranger"*.

*"Parce que nous rendons compte à vous, Monsieur le Président, et au Premier Ministre, que notre institution s'est astreinte à l'obligation de réaliser des travaux d'une grande rigueur et c'est grâce à la forte mobilisation de tous ses membres que nous essayons d'être à la hauteur de ce défi permanent"* a conclu l'Inspecteur Général de l'Etat.

Le Président de la République a, pour sa part, réaffirmé aux membres de cette institution supérieure de contrôle sa foi en une *"gestion efficiente et transparente des services publics"*. Créée en novembre 2001, l'Inspection Générale d'Etat est une institution supérieure de contrôle du secteur public, placée sous l'autorité directe du Premier Ministre. ■

## SIÈGE SOCIAL

Locaux de l'Inspection générale d'Etat de Djibouti

BP : 2603 | Tél : +253 35 36 63 / 32 09 46

Fax : +253 35 67 21 / 35 55 08

E-mail : ige@intnet.dj

Site Web : www.ige.dj | www.figea.orgf

Directeur de Publication

M. Hassan Issa Sultan

Rédacteur en Chef

M. Abdou Karim GUEYE